Argelès-sur-Mer

#montagnesurmer

CONDITIONS GENERALES DE VENTE D'ESPACES PUBLICITAIRES Tarifs publicitaires de l'Office de Tourisme d'Argelès-sur-Mer

Date de mise à jour : 22 septembre 2025

Article 1 – Préambule

Article 1.1. Désignation du vendeur

Office de Tourisme d'Argelès-sur-Mer, Etablissement public local à caractère industriel ou commercial, immatriculé au RCS de Perpignan sous le numéro B 776 129 306, ayant son siège social Place de l'Europe 66 700 ARGELES-SUR-MER,
Téléphone : 04 68 81 15 85
Adresse email : infos@argeles-sur-mer.com

Article 1.2. Définitions

Le terme « Annonceur » désigne toute personne morale ou physique, dont l'activité est référencée dans la base de données Tourinsoft de l'Office de tourisme, qui achète, directement ou par un intermédiaire dûment mandaté, de l'Espace Publicitaire dans un Support, par le biais d'un bon de commande auprès de l'Office de tourisme.

Le terme « Client » désigne le cocontractant de l'Office de tourisme qui garantit avoir la qualité de professionnel telle que définie par le droit et la jurisprudence française. À ce titre, il est expressément prévu que le Client agit à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole.

Le terme « Conditions générales » désigne les présentes conditions générales de vente d'espaces publicitaires ;

Le terme « Espace publicitaire » désigne tout espace réservé à la Publicité au sein d'un support physique, print ou numérique ;

Le terme « Office de tourisme » désigne l'Office de tourisme d'Argelès-sur-Mer ;

Le terme « Parties » désigne ensemble l'Office de tourisme et l'Annonceur, le cas échéant, représenté par son mandataire ;

Le terme « Publicité » désigne tout message ayant pour objet de promouvoir, directement ou indirectement, la réalisation d'une action, la fourniture d'un produit, d'un service, d'une offre promotionnelle et/ou d'un Annonceur ;

Le terme « Support » désigne toute publication imprimée (« **Support print** ») et/ou accessible sur support digital, tels que internet, tablette et mobile notamment (« **Support digital** ») et/ ou diffusée sur un support physique tels qu'une vitrine ou un présentoir, dans laquelle il est possible d'acheter un Espace publicitaire édité ou mis en place par l'Office de tourisme au jour de la transmission du bon de commande.

Article 2 - Objet

Les Conditions générales ont pour objet de définir les droits et obligations des Parties dans le cadre de tout achat d'Espace publicitaire effectué par un Client auprès de l'Office de tourisme.

Article 3 – Contenu et champ d'application

Les Conditions générales s'appliquent de plein droit à l'ensemble des achats d'insertion dans des Supports publicitaires réalisés auprès de l'Office de tourisme.

Elles s'appliquent pour les ventes sur Internet ou au moyen de tous autres circuits de distribution et de

commercialisation et sont consultables sur le site Internet de l'Office de tourisme à l'adresse url suivante <https://www.argeles-sur-mer.com/espace-pro/espaces-publicitaires/>

Toute commande ou achat d'Espace publicitaire par un Client implique l'acceptation entière et sans réserve des Conditions générales qui prévalent sur tout autre document de l'Annonceur ou son mandataire et, notamment, sur toutes éventuelles conditions générales d'achat.

Le Client déclare avoir pris connaissance des Conditions générales et les avoir acceptées avant son achat immédiat ou la passation de sa commande.

Les Conditions générales peuvent être modifiées à tout moment par l'Office de tourisme. En conséquence, les Conditions générales applicables sont celles en vigueur au jour de l'achat immédiat ou de la passation de commande.

Article 4 – Achat par bon de commande

Tout achat d'Espace publicitaire dans un Support fait l'objet d'un bon de commande adressé par un Client pour signature à l'Office de tourisme.

La signature du bon de commande par le Client vaut acceptation sans réserve des Conditions générales.

L'Office de tourisme renvoie le bon de commande avec acceptation ou non en fonction des disponibilités au planning. L'attribution des Supports est faite en priorité selon l'ordre de réception des bons de commandes. L'envoi du bon de commande contresigné par l'Office de tourisme vaut acceptation de la commande.

Pour pouvoir être étudié par l'Office de tourisme, le bon de commande doit contenir les mentions obligatoires suivantes:

- Nom de l'Annonceur ;
- Nature précise et nom du produit ou du service à promouvoir ;
- Le ou les Support(s) choisi(s) ;
- Le ou les visuel(s) choisi(s).

Article 5 – Facturation et règlement

Article 5.1 – Tarifs

Le prix de vente des Espaces publicitaires est fixé sur la base des tarifs TTC et conditions commerciales en vigueur mentionnés sur le bon de commande, communiqués à la demande du Client, et accessibles sur le site : <https://www.argeles-sur-mer.com/espace-pro/espaces-publicitaires/>

L'Office de tourisme se réserve le droit de modifier à tout moment les tarifs en vigueur et leurs conditions d'application, étant précisé que les tarifs applicables sont ceux en vigueur au moment de la signature du bon de commande.

La réactualisation des tarifs est accessible sur le site : <https://www.argeles-sur-mer.com/espace-pro/espaces-publicitaires/> sur lequel le modèle de bon de commande est régulièrement mis à jour.

Les tarifs indiqués comprennent la publication pour le(s) Supports choisis.

Sous réserve de l'obtention de l'autorisation de l'Office de tourisme, ils peuvent également comprendre la possibilité pour l'Annonceur de créer un lien hypertexte renvoyant vers son site Internet et d'avoir accès aux statistiques de sa campagne publicitaire.

Article 5.2 - Paiement :

Le Client est seul responsable du paiement des publicités parues aux conditions du tarif en vigueur. Le bon de commande signé par l'Office de Tourisme est accompagné d'une facture à régler à réception. Le paiement est effectué par virement ou chèque bancaire à l'ordre de la régie recette de l'Office de Tourisme déposé à l'accueil de l'Office de Tourisme dans un délai ne pouvant excéder 30 jours après la date d'émission de la facture.

Le paiement doit, en tout état de cause, avoir lieu avant la date de parution prévue sur le bon de commande. Si le paiement n'est pas réalisé selon les délais et conditions définies ci-dessus, la diffusion sera considérée comme annulée et donnera lieu à une indemnisation en faveur de l'Office de tourisme identique, dans ses conditions et montants, à celle prévue au 2^e alinéa de l'article 10 des Conditions générales.

L'Office de Tourisme se réserve le droit de revendre l'Espace Publicitaire si le paiement n'a pas été réalisé dans les délais et conditions ci-dessus énoncés.

Par application de l'article L.441-10 du Code du Commerce, toute somme non payée à la date d'exigibilité entraînera de plein droit et sans mise en demeure

préalable l'application de pénalités de retard équivalentes au taux d'intérêt légal appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.

Tout Client en situation de retard de paiement est, en sus et de plein droit, débiteur à l'égard de l'Office de tourisme, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Lorsque des frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, l'Office de tourisme pourra demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Par ailleurs, en cas de retard ou de défaut de paiement du Client, les Parties conviennent expressément qu'une pénalité forfaitaire d'un montant égal à 10 % du montant total TTC de la facture sera due, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts que l'Office de tourisme pourrait réclamer.

Toutes taxes applicables à la facture, présentes ou futures, sont à la charge du Client et facturées en sus.

Article 6 – Obligations et responsabilité de l'Office de Tourisme

Le paiement de la facture donne droit à l'Annonceur à l'insertion de sa Publicité selon les caractéristiques prévues au bon de commande. Sur le support choisi, la Publicité de l'Annonceur sera présente de manière aléatoire avec les Publicités d'autres Annonceurs. Le support « Réseaux sociaux » est le seul à être soumis à une contrainte de temporalité (publication aux mois de juillet et août) ainsi qu'à un ordre de programmation établi dans l'ordre de réception des bons de commande. L'Office de Tourisme ne garantit en aucune façon l'absence de Publicité d'un Annonceur ayant une activité concurrente à celle du Client diffusée simultanément ou sur un autre support.

La responsabilité de l'Office de Tourisme ne saurait être engagée en cas de survenance d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil, en cas de dysfonctionnement du réseau Internet ou, plus largement, de cas fortuit ou extérieur, de nature à retarder ou empêcher l'insertion et/ou la diffusion des Publicités conformément au bon de commande. Les Parties conviennent expressément que le retard ou le défaut d'insertion de la Publicité ne peut justifier la résiliation de la commande par l'Annonceur, ni donner lieu au paiement d'indemnités par l'Office de tourisme.

Article 7 – Obligations et responsabilité de l'annonceur :

La Publicité paraît sous la seule responsabilité de l'Annonceur qui est seul garant du respect de la législation en vigueur à raison de son contenu.

Il garantit qu'il est l'auteur des éléments contenus dans la Publicité et/ou qu'il est titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux éléments contenus dans la Publicité et qu'il dispose de toutes les autorisations nécessaires à la diffusion de la Publicité au regard, notamment, du droit à l'image.

L'Annonceur garantit l'Office de Tourisme contre toute action ou réclamation d'un tiers, ayant pour objet le contenu de la Publicité. Il s'assure en particulier que la Publicité ne contrevient à aucun droit de propriété intellectuelle détenu par un tiers et ne comporte aucun contenu diffamatoire, injurieux ou contraire à l'ordre public et qu'elle est conforme aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux recommandations de l'Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité (ARPP).

Plus généralement, le contenu de la Publicité de l'Annonceur ne doit pas être susceptible de nuire aux intérêts de l'Office de Tourisme ou de nuire à l'image de marque de celui-ci ou de la destination touristique concernée. Il ne doit pas davantage contenir des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à tromper le consommateur.

Aucune offre de remise commerciale particulière sur les tarifs habituels de l'Annonceur ne peut faire l'objet d'une Publicité.

Les messages publicitaires sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. La mention « photographie retouchée » est apposée sur toute Publicité avec un mannequin dont l'apparence corporelle a été modifiée.

Toute Publicité doit clairement être présentée comme une Publicité de l'Annonceur.

L'Office de Tourisme se réserve le droit de refuser ou de suspendre toute Publicité, sans en indiquer la raison, s'il considère que sa nature et/ou son contenu paraissent illicites ou contraires à l'image du support concerné.

Article 8 – Transmission des éléments techniques et propriété intellectuelle

L'Annonceur doit transmettre la Publicité selon les normes techniques déterminées par l'Office de Tourisme dans un délai minimal de 30 jours avant la diffusion.

En cas de défaut ou de retard dans la livraison des contenus de la Publicité par l'Annonceur ainsi qu'en cas de fourniture d'un contenu impropre au Support, l'Office de tourisme sera en droit de refuser de publier la Publicité et d'attribuer l'Espace Publicitaire concerné à autre Annonceur ou de décaler la diffusion de la Publicité en fonction de ses disponibilités, sans que l'Annonceur puisse solliciter la moindre indemnisation à ce titre.

L'Office de Tourisme ne saurait être tenu pour responsable de la mauvaise qualité de diffusion ou de tout élément technique lié au contenu de la Publicité transmis par l'Annonceur.

Par la remise de la Publicité à l'Office de tourisme, l'Annonceur autorise expressément l'Office de tourisme, à titre gratuit, à utiliser, représenter, reproduire, adapter, publier et diffuser l'intégralité des contenus couverts par des droits de propriété intellectuelle afférents à sa Publicité, y compris les marques, dessins et modèles ou droits d'auteur dont il est titulaire ou qui lui ont été concédés, aux fins de l'exécution du bon de commande.

Article 9 – Données personnelles et cookies

9.1 – Respect de la réglementation

Chacune des Parties s'engage à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec la réglementation en vigueur et, notamment, la loi dite « Informatique et Libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 telle que modifiée, à la directive européenne 95/46/CE telle que transposée en droit national, au Règlement européen dit « RGPD » n°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles ainsi qu'à toute législation ou règlement qui viendrait s'y substituer ou les compléter.

Le Client est informé que l'Office de tourisme procède à des traitements de données à caractère personnel à des fins de facturation et de gestions des paiements.

Ces données peuvent, le cas échéant, donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité des données et à la limitation des traitements.

Toute demande concernant l'exercice de ces droits doit être formulée par email à l'adresse suivante : dpo-otargeles-sur-mer@racine.eu

9.2 Insertion de Tags, cookies ou autres traceurs

Toute insertion de tags, cookies ou autres traceurs (ci-après ensemble « Cookies ») insérés dans une Publicité est soumise à autorisation expresse, préalable et écrite de l'Office de tourisme.

La demande d'autorisation mentionne les caractéristiques du/des Cookies, les finalités de la collecte de données par le biais des Cookies, les types de données collectées, la durée de validité des Cookies, les moyens de s'y opposer, les destinataires des données collectées et le lieu d'hébergement et de stockage des données collectées.

L'Office de tourisme ne saurait être considéré comme émetteur ou responsable de traitement des Cookies. L'Annonceur intervient donc en tant que responsable de traitement des Cookies qu'il émet et s'engage, en conséquence, à respecter la réglementation applicable à ce titre.

L'Office de tourisme se réserve le droit de modifier et/ou désactiver à tout moment les Cookies s'ils ne respectent pas l'autorisation donnée ou s'il apparaît une non-conformité à la réglementation applicable, de procéder à l'arrêt de la Publicité ou demander la modification, la mise en conformité et/ou la suppression immédiate des Cookies par l'Annonceur.

Dans cette hypothèse, l'Annonceur reste redevable de l'intégralité du prix stipulé sur le bon de commande.

L'Annonceur s'engage à indemniser l'Office de tourisme de toute pertes, dommages et frais découlant ou en rapport avec des réclamations liées à une violation des engagements de l'Annonceur prévus au titre du présent article.

Article 10 – Modification /Annulation :

Un seul visuel par support pourra être admis ; aucune dérogation ni substitution ne sera acceptée en dehors d'une nouvelle commande formalisée.

Toute demande d'annulation, totale ou partielle, d'un bon de commande doit être notifiée par écrit à l'Office de Tourisme :

- En cas de notification avant la date de fin de commercialisation mentionnée sur le bon de commande, l'annulation donnera lieu à retenue de 25% du montant TTC par l'Office de tourisme ;
- En cas de notification après la date de fin de commercialisation mentionnée sur le bon de commande, l'annulation donnera lieu à retenue

de 100% du montant TTC par l'Office de
Tourisme,

- En cas de notification plus de 46 jours avant
l'insertion, l'annulation donnera lieu au
remboursement total du montant total TTC par
l'Office de tourisme.

Article 11 – Litiges – loi applicable

Les Parties tenteront de résoudre à l'amiable tout litige
qui pourrait survenir entre elles.

Ainsi, toute réclamation à l'encontre de l'Office de
tourisme sera préalablement effectuée par écrit à
l'adresse postale de l'Office de tourisme ou par e-mail à
l'adresse sit@argeles-sur-mer.com.

A défaut de solution amiable, les Parties s'entendent
pour dire que tout litige relatif à l'interprétation, la validité
ou l'exécution des Conditions générales sera soumis au
droit français et porté devant les juridictions
compétentes de PERPIGNAN.